

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Ici et ailleurs

Commémoration

CINQUANTAIRE DE L'OCI À

Photo: Issa Ibrahim



JEDDAH

Sous le slogan "Unis pour la paix et le développement", l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) célèbre, depuis hier, son 50e anniversaire à Jeddah en Arabie Saoudite. Le Gabon, membre de cette Organisation prend part aux activités commémoratives de ce jubilé d'or pour la création de l'OCI parrainé par le Serviteur des deux Saintes Mosquées, le Roi Salman bin Abdul Aziz et le Prince héritier Mohammed bin Salman.

Sexisme

UN PLAN ANTIFÉMINICIDES EN FRANCE

Prise en charge des agresseurs pour diminuer les récidives, introduction de l'emprise psychologique dans le Code pénal, renforcement d'un numéro d'écoute: le gouvernement français a annoncé, hier, un plan antiféminicides, espérant provoquer un «électrochoc» de nature à endiguer un fléau qui suscite une vague d'indignation sans précédent dans le pays. Les financements sont «là», «massifs», a assuré le Premier ministre Édouard Philippe, confirmant le chiffre de 360 millions d'euros dédiés à la lutte contre les violences faites aux femmes «en une année».

Afrique du Sud

CYRIL RAMAPHOSA DÉNONCE LES «ATTITUDES SEXISTES»

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a exhorté, hier, les hommes à renoncer aux «attitudes sexistes et patriarcales» qui nourrissent les violences contre les femmes, en lançant une campagne nationale de mobilisation contre ce fléau. Les féminicides sont devenues depuis plusieurs semaines une cause nationale en Afrique du Sud, à la suite d'une série de meurtres qui ont profondément choqué l'opinion nationale.

Rassemblés par CM

16 jours d'activisme, c'est parti !

LA plateforme "Gabon groupe Résolution 1325 femme, paix et sécurité" a officiellement lancé cette campagne d'éducation et de sensibilisation contre les violences faites aux femmes qui va s'étendre jusqu'au 10 décembre prochain.

D.O
Libreville/Gabon

La plateforme Gabon Groupe Résolution 1325 femme, paix et sécurité (2GR1325) a organisé hier, dans la commune d'Akanda, un point-press dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Une rencontre faite en partenariat avec le Bureau de l'UNOCA, les Ong Malachie et Agir pour le Genre. Il s'agissait d'annoncer officiellement le lancement de la campagne les 16 jours d'activisme contre les violences faites à la gent féminine. "Les 16 jours d'activisme pour mettre fin à ce phénomène sont une campagne internationale annuelle qui débute ce 25 novembre et va s'achever le 10 décembre, avec la Journée mondiale des droits de l'Homme où de nouvelles recommandations seront faites", a précisé Pepecy Ogouliguendé, présidente de Malachie.

Ainsi, durant ces 16 jours, le 2GR1325 entend mener plusieurs activités s'inscrivant dans le cadre du renforcement des capacités pour davantage faire connaître aux femmes leurs droits, car les membres de cette plateforme sont conscientes que l'on ne peut revendiquer un droit que lorsqu'on le connaît. Il s'agit également de profiter de l'occasion pour faire des plaidoyers auprès des gouvernants car il a été constaté, à en croire Pepecy Ogouliguendé, des insuffisances au niveau des dispositifs de prise en charge des victimes des violences faites aux femmes. Parmi ces actions, un atelier de formation des femmes des médias sur la communication sensible.



Photo: F.M. MOMBO

La présidente de l'Ong Malachie, Pepecy Ogouliguendé (micros) au lancement de 16 jours d'activisme féminin, hier.

Fawe-Gabon: "Ensemble, osons briser le silence"

Par Marie Constance ZENG EBOME*
Libreville/Gabon

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'antenne gabonaise du Forum des éducatrices africaines que préside Marie Constance Zeng Ebome a adressé une lettre ouverte dans laquelle elle invite la gent féminine à un véritable engagement dans le combat commun en indiquant que peu de citoyen savent ce que signifie le 25 novembre.

Depuis son origine remontant à 1960, lorsqu'en République Dominicaine les sœurs Mirabal furent assassinées parce qu'elles militaient pour leurs droits et devinrent dès lors les symboles du combat pour éradiquer ce fléau qu'est la violence à l'égard des femmes, quelques décennies plus tard. «L'évènement

ne parvient toujours pas à capter l'attention de la Communauté internationale. Pourtant, les sévices et tortures infligés par des hommes à des millions de femmes sont bien réels et les colonnes de tous les journaux de la terre ne suffiraient pas si l'on voulait recenser la totalité de ces crimes» écrit-elle. Concernant notre pays, le Gabon, elle relève qu'il a ratifié la plupart des traités internationaux relatifs aux Droits de l'homme, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEFCEADAW). Sauf que malgré cet arsenal juridique, les violences basées sur le genre demeurent un phénomène qui se pose avec acuité dans notre pays. La photographie exacte de la situation est édifiante. Tout comme les résultats d'un sondage « Afro

baromètre « sur l'égalité des sexes en Afrique, publiés le 28 octobre 2019. 7 personnes sur 10, soit 70 % de la population, sont indifférentes aux violences faites aux femmes, ou les tolèrent tout simplement. Ainsi, face au scandale des placements des filles auprès des prédateurs sexuels, à la démission et à l'immoralité de certains parents dont la cupidité dépasse l'entendement, et face à la circulation des stupéfiants aux fins de capturer les filles pour en faire des objets sexuels, plusieurs actions sont menées par son organisation qui s'est associée au gouvernement et à d'autres organisations de la société civile pour dire: STOP à toute forme de violence à l'endroit des filles et des femmes! De conclure: «ensemble, osons briser le Silence.

*Présidente exécutive Fawe-Gabon